

Lab.RII

UNIVERSITÉ DU LITTORAL CÔTE D'OPALE
Laboratoire de Recherche sur l'Industrie et l'Innovation

CAHIERS DU LAB.RII
– DOCUMENTS DE TRAVAIL –

N°185

Juin 2008



**LES NECESSITES
MARCHANDES
ET L'ECONOMIE
POLITIQUE**

Eric Thosun MANDRARA

LES NECESSITES MARCHANDES ET L'ECONOMIE POLITIQUE

COMMERCIAL NEEDS AND THE POLITICAL ECONOMY

Eric Thosun MANDRARA

Résumé – Les nécessités ou « logiques des choses », dont il est ici question, ne sont perceptibles qu'en remontant aux problèmes fondamentaux de l'économie politique. L'on peut saisir, alors, d'un côté une théorie économique classique qui domine la représentation, et de l'autre la réalité régie par la finance et le productivisme. Sur la base de la monnaie fiduciaire, la création monétaire devient incontrôlable. Les entreprises rivalisent d'efforts et d'ingéniosités pour capter, ces flux monétaires, et la société toute entière est soumise au « travailler plus pour gagner plus » pour espérer atteindre la norme de consommation qui évolue constamment.

Abstract – The needs or the “logics of the things” are perceptible while going back to the fundamental problems of political economy. Thus, we can sketch on the one hand the classical economics which dominates the representation, and on the other hand the reality governed by finance and productivism. On the basis of fiduciary currency, monetary creation becomes uncontrollable. Enterprises provide efforts and develop clever means to capture, these monetary flows, and the whole society is subjected to “working more to gain more” to hope reaching the standard of consumption which moves constantly.

LES NECESSITES MARCHANDES ET L'ECONOMIE POLITIQUE
COMMERCIAL NEEDS AND THE POLITICAL ECONOMY

Eric Thosun MANDRARA

TABLE

INTRODUCTION	4
1. LA THEORIE CLASSIQUE ET LA REALITE	5
1.1. Adam Smith et le cheminement vers les réalités marchandes déterminantes	5
1.1.1. Opposition récurrente consciente et non consciente	5
1.1.2. La division du travail	6
1.1.3. Les nécessités économiques les plus déterminantes	6
1.1.4. La dynamique marchande de base	8
1.2. La création monétaire et le système qui l'accompagne	9
1.2.1. La création monétaire	9
1.2.2. Le système qui accompagne	11
2. LES NECESSITES QUI COMMANDENT LA DESTRUCTION DE LA PLANETE ET L'AUTODESTRUCTION REPETITIVE DES SOCIETES	13
2.1. L'anarchie, la destruction physique, la dimension sociale d'une autodestruction permanente	13
2.2. L'impossible délivrance	14
2.2.1. De la difficulté à discerner les nécessités sortant de la division du travail, à les poser comme réalités déterminantes	14
2.2.2. De la difficulté à poser distinctement trois grands ordres de nécessités où les nécessités marchandes tiennent leur spécificité	17
2.2.3. Du blocage de la science économique faute de rappel philosophique suffisant	18
2.2.4. Le verrouillage dans le choix classique	19
CONCLUSION	21
BIBLIOGRAPHIE	22

INTRODUCTION

« Proposition XXIX : Dans la nature, il n'y a donc rien de contingent ; mais toutes choses sont déterminées par la nécessité de la nature divine à exister et à produire un effet d'une certaine façon. » La consonance théologique bien comprise et mise à part, nous avons ici avec Spinoza¹ l'une des formulations de la disposition qui pendant longtemps présidait clairement les démarches scientifiques, que ce soit dans le domaine physique ou dans celui de la société, à savoir : s'orienter à connaître les réalités d'abord dans leur nécessité, ou logique objective de leur existence. Cette nécessité pourra être les contraintes d'équilibre dans le Tableau économique de François Quesnay ou la gravitation, cette force qui explique l'accélération uniforme de la chute des corps constatée par Galilée.

Aujourd'hui, la destruction de la planète préoccupe toute l'humanité responsable. Force est de constater que les études les plus connues sont orientées soit à décrire empiriquement les faits de destruction et s'arrêter là - i.e. s'arrêter à l'équivalent de la constatation de l'accélération uniforme des chutes des corps -, soit à imaginer des solutions, en répondant partiellement aux situations de détresse, en élaborant souvent dans les deux cas des modèles théorico-informatiques à l'appui. Elles sont soit descriptives (au sens des remarques de Keynes) soit imaginatives. Dans les pays en développement (PED), de nombreuses études ont cherché dans les valeurs traditionnelles des raisons de conservation naturelle et dans les influences extérieures les sources des comportements inverses. Rares sont les travaux qui veulent s'orienter dans l'analyse des nécessités qui agissent en profondeur, qui poussent d'une manière inexorable l'humanité à la destruction et l'autodestruction de notre monde.

La remarque que nous faisons a trait aux études ayant pour objet les déséquilibres écologiques, elle ne porte pas sur les sciences de base qui viennent à soutenir ces études. Par exemple, la science économique ne serait que trop marquée par le souci de détermination scientifique. Dans ce cas, la question est moins de s'interroger sur l'importance que nous accordons ou non aux « nécessités des choses », mais : saisissons-nous les réalités pertinentes donnant les nécessités déterminantes ?

Cette étude n'a pas pour objet de faire la critique des études écologiques existantes, ni de se lancer dans des comparaisons de méthodes, mais d'engager des explorations sur des logiques des choses qui font qu'en l'absence de modification de fonctionnement social, on continuera à détruire notre planète et à s'autodétruire. Dans notre hypothèse, ces nécessités marchent à titre principal par la difficulté de sortir de la pesanteur d'une conception particulière des relations socio-économiques et de ses conséquences pratiques, la conception classique. Pour le dire clairement, il existe d'abord des nécessités objectives, non-idéelles ; elles vont s'exercer d'une manière aveugle parce que la dominance des idées classiques n'oriente pas à les saisir. L'on peut alors dire que c'est la dominance classique, soit l'égarement de l'esprit, qui forme le substrat des plus grands défis aujourd'hui de l'humanité. Nous devons donc commencer par bien poser la théorie classique, forcément en traitant en même temps la réalité dont elle est une hypothèse de représentation. Il s'avère que la particularité de la théorie classique cache la réalité qui lui donne en même temps son sens.

¹ SPINOZA, *L'éthique*, 1677, Editions Gallimard 1970, p.52

1. LA THEORIE CLASSIQUE ET LA REALITE

La réalité et les idées sont d'abord multiples. Il n'est pas évident *a priori* de parler d'une représentation dominante du monde. Il faut partir d'Adam Smith pour saisir aussi bien la réalité de référence que la signification de cette théorie classique.

1.1. Adam Smith et le cheminement vers les réalités marchandes déterminantes¹

Manifestation du poids de cette multiplicité, l'opinion, la connaissance de tout le monde, est embrouillée : elle accorde autant de rôle moteur, d'une manière indifférente, à l'argent, au capital, à l'Etat comme aux individus, elle accepte les dissertations sur les mauvais effets de l'Etat. Tout lui est vrai. Là-dessus, des auteurs avaient pris des positions tranchées : la monnaie et l'Etat sont actifs, eu égard au niveau de la production, ou bien ils sont neutres.

1.1.1. Opposition récurrente consciente et non consciente

Le débat initial, fondamental et qui demeure, est parti de cette prise de position vis-à-vis du rôle de la monnaie et de l'Etat. Ce débat était celui de François Quesnay et d'Adam Smith à l'encontre des mercantilistes. Il est revenu avec Keynes et les keynésiens. C'est un débat qui a son utilité dans son orientation générale, mais il n'amène pas forcément aux réalités déterminantes. Adam Smith a d'abord pris position par rapport à ses termes, et nous avons ainsi la théorie classique définie comme théorie libérale et comme choix neutraliste vis-à-vis de la monnaie. Notons, à part, que la version du débat la plus mise en avant est celle qui le réduit à la seule question de l'Etat. Les faits ont ensuite poussé la science économique, trop marquée par cette principale question, à devenir une production idéologique, un travail d'argumentation, sans cesse renouvelé, pour soutenir les avantages de la libre entreprise et les inconvénients des interventions centralisées, au lieu de rendre objectivement compte de la réalité.

Mais en revenant à Adam Smith, s'il avait contribué pour une grande part à ce caractère idéologique de la science économique, il était aussi allé plus loin que le débat qui y avait conduit. D'abord, il avait clairement affirmé un choix complémentaire : un « fonds » préalable est nécessaire pour entreprendre. Ce choix, si on n'y ajoute pas d'autre précision, ne ferait que rejoindre ce qui est constaté à certain niveau par tout le monde, et que les mercantilistes sans pouvoir rejeter clairement ne mettaient plus en avant. Toujours est-il que la neutralisation de la monnaie et de l'Etat chez Adam Smith prend appui sur l'affirmation du rôle du capital : ce fonds préalable provient de « la sage conduite » des particuliers, de certains particuliers qui aiment épargner, et que ne doit pas perturber l'intervention publique.

Au fond, entre Adam Smith et les mercantilistes, si on est attentif, le choix est celui du capital ou de la monnaie. On n'a jamais clairement dit jusqu'ici que c'est là l'opposition antagonique la plus importante ; mais objectivement, dans le fait comme dans la littérature, elle l'est. Adam Smith a nié clairement le rôle de la monnaie et soutenu clairement celui du capital accumulé par les particuliers ; sans renier clairement le rôle du capital, les mercantilistes ne le tient pas en considération lorsqu'ils avancent l'importance de la monnaie ; le capital chez Keynes prend toujours un sens réel, et ne joue pas la même fonction que généralement les économistes, dans

¹ Concernant les précisions bibliographiques sur les choix d'Adam Smith, nous invitons à voir MANDRARA T. E., *Court Traité du Développement – Plein Sud*, col. Economie et Innovation, L'Harmattan 2003.

leur choix dominant, accordent. L'opposition du capital et de la monnaie est objective dans la littérature économique, mais elle est perdue dans la masse des autres considérations qui depuis n'ont cessé de s'imposer au devant. Pour ce qui est visible, lorsqu'on veut comparer les grands systèmes théoriques, on les fera parler autour des choix neutre ou actif de la monnaie et de l'Etat, à moins que ce ne soit sur des sujets conséquents de l'orientation classique ou sur des sujets plus recherchés. Nous reviendrons sur l'autre opposition objective.

1.1.2. La division du travail

Dans son argumentation, d'une façon plus pénétrante cette fois, Adam Smith a apporté des choix qui se détachent de la compréhension commune. En premier il s'agit de poser ce problème de « fonds » d'investissement par rapport à la mobilisation du travail, à l'emploi des ouvriers (par le tisserand). Pour détailler les choix qui s'enchaînent, il s'agit de : poser à un niveau donné que le problème économique principal est celui de la mobilisation du travail, soit le problème de l'emploi de Keynes ; poser ensuite que cet emploi est conditionné, par la possession de quelque chose (du capital ?), qu'il existe un problème de condition permissive à l'emploi ; plus encore après, poser que ce conditionnement vient des conséquences de la division du travail. Pour l'essentiel, il a apporté à la théorie et la science économique le choix que le problème de mobilisation dans le contexte de la division du travail - l'emploi marchand ou la dynamique de l'économie marchande - soit le centre du débat économique.

Cet apport de la division du travail par Adam Smith est l'équivalent de l'apport à la science physique de la chute des corps par Galilée, ensuite de la gravitation par Newton, des choix féconds, qui vont effectivement faire naître la science physique moderne. Le choix d'Adam Smith est aussi judicieux, il devait hisser la science économique d'un état préscientifique, multiple, à une science économique qui donne à la vie sociale l'explication principale, unifiée. Malheureusement on n'est pas allé loin dans ce choix pertinent.

1.1.3. Les nécessités économiques les plus déterminantes

Sur la base des réalités d'Adam Smith, nous avons formulé ou reformulé à notre manière les nécessités économiques de base. Les quelques alinéas qui suivent sont tirés de notre étude *Les expériences économiques socialistes et de la transition, des analyses inachevées*¹. A cet endroit, il est important de dégager clairement que la division du travail, qui doit - nécessité - s'accompagner d'échange, connaît immédiatement - une autre nécessité - une rupture dans les échanges, rupture prenant deux formes : la difficulté de vendre et la difficulté d'acquérir, soit le problème de débouché des Mercantilistes et le problème des avances de Quesnay. Il faut poser conceptuellement ces problèmes parmi les premières nécessités qui sortent de la division du travail. Avec la rupture, la société marchande devient binaire : d'un côté il y a les forces réelles qui attendent à être mobilisées, de l'autre l'exigence d'un facteur dynamique. Cette binarité est matérialisée par la double compartimentation des actifs et du passif comptables, qui n'est pas seulement une invention instrumentale. Récapitulons :

Division du travail → échange, rupture → binarité → exigence d'un facteur dynamique

¹ MANDRARA Thosun Eric, Les expériences économiques socialistes et de la transition, des analyses inachevées, in *Cahiers du LABRII* N°168, novembre 2007, disponible au site : <http://riifr.univ-littoral.fr/wp-content/uploads/2007/11/doc%20168.pdf>

Ce sont là les premières nécessités, fondamentales et les plus exigeantes, de la société réelle connue des hommes, la société avec division du travail. Ce sont des nécessités liées objectivement et conceptuellement à la division du travail, mais non à telle ou telle zone géographique. Ces nécessités peuvent se dégager d'une lecture attentive d'Adam Smith. Elles forment ce qu'une science économique correcte devrait prendre pour première substance de son objet. La division du travail exige l'échange, mais le problème ne s'arrête pas là, s'enchaîne la nécessité d'un facteur dynamique. Le dilemme n'est pas que la réalité soit de marché ou non, mais comment se représente-t-on l'économie de marché.

A un niveau donné on peut poser très clairement donc que les nécessités les plus contraignantes de la société est de dégager le facteur dynamique. Quel est ce facteur ? Adam Smith n'a pas failli de dire la réponse à laquelle on peut difficilement échapper : un fonds disponible, appelé encore capital, c'est-à-dire des valeurs anciennes accumulées, caractérisées surtout par l'idée d'accumulation préalable. C'est là un passage obligatoire de l'esprit, si on accorde de l'importance au sujet ainsi traité. Mais y accorde-t-on de l'importance ? La mobilisation des forces est-il le problème économique le plus important ? Se pose-t-il dans la suite de la division du travail, allant jusqu'à ce problème de facteur dynamique ? Ce n'est pas évident pour tout le monde.

De sa réponse par le capital, Adam Smith a orienté la science économique vers les problèmes qui en sont conséquents : répartition, prix, valeur. La science économique allait oublier le problème de mobilisation ou d'emploi, qu'ensuite Keynes pense avoir découvert. Pour Ricardo, le centre du problème économique est la répartition, en fait dans le souci de faire apparaître des profits suffisants, garants de la continuation de l'accumulation du capital, source de mobilisation. Ces derniers termes vont s'émousser pour laisser suffisant en soi le problème de la répartition. Jean-Baptiste Say niera le problème de débouché, enlevant en partie déjà l'idée de conditionnalité à l'emploi. Les néoclassiques partiront d'abord de la motivation à contredire Marx et Ricardo, dans leur idée d'un blocage de la société par insuffisance de taux de profit et de capitaux. Ils mettront en avant l'idée de « facteurs de production » multiples et substituables. Le principe de substitution amène à confondre les éléments du passif et de l'actif dans la comptabilité. Le capital mobilisateur disparaît, et avec, toute idée de facteur dynamique. Désormais le problème économique est franchement posé autrement, les prémisses du fondateur s'effacent plus complètement. C'est un effacement idéal, évidemment. Dans l'objectivité, la nécessité du facteur dynamique s'impose toujours ; les néoclassiques ne se rendent pas compte comment leur théorie continue à appartenir au choix classique déterminant : la désignation du capital comme le facteur dynamique marchand.

Le problème économique selon les néoclassiques. Quand elle se représente pour l'essentiel le monde économique (naturel, libre, capitaliste, standard), la théorie néoclassique, dominant la science économique, part de la réalité très simple que tout agent économique contrebalance ses plaisirs et ses peines, ses gains et ses pertes. Il cherche le maximum de satisfaction par le minimum de coût. Il amène cette disposition pour rencontrer les autres agents économiques. Entre eux va s'établir un équilibre de leurs dispositions respectives, qui se matérialisera par les quantités de biens et services à offrir et à demander et les prix de ceux-ci. Il y aura des équilibres partiels autour des différents produits et services producteurs et un équilibre général mettant en rapport tous les produits et services, parce que les offres et demandes sur chaque produit ou service sont liées aux autres produits et services et autres demandes et offres.

La théorie de l'équilibre général walrasien (TEGW) que nous résumons ainsi est la représentation du monde la plus affirmée, celle du noyau dur des analyses dominantes. « La théorie de l'équilibre général walrasien... est aujourd'hui la théorie générale de l'économie de marché. »¹ Ghislain Deleplace qui fournit cette précision explique en même temps : « La démonstration formelle de l'existence d'un équilibre général concurrentiel, établie par Kenneth Arrow et Gérard Debreu en 1954, a été décisive dans le processus d'unification de l'analyse économique dominante. C'est ce qui a conduit à parler de ce « monde à la Arrow-Debreu » comme d'un « camp de base » de la science économique ...»²

Mais comment les agents économiques arrivent-ils à bouger, produire et s'exprimer sur le marché ? C'est une question qui n'est pas posée dans les théories orthodoxes. En fait elles ignorent qu'il existe objectivement la nécessité d'un facteur dynamique pour que les agents arrivent à agir, offrir ou demander. Elles ont la conception que ces agents s'activent du seul fait de leurs besoins, de leur rationalité à éviter la désutilité, de la logique de la confrontation de ces dispositions, soit « les forces du marché ». Voilà donc une orientation dans la science économique avancée, qui va embrouiller davantage le choix des réalités à connaître. La science économique ne sait plus trop comment se pose le problème. Ou bien elle ne sait que trop comment elle pose son problème, mais qui la suspend hors de la réalité objective. L'opinion ne saura plus trop à quoi s'en tenir. Elle pourra parfaitement accepter l'approche néoclassique en ignorant le problème du facteur dynamique, comme elle acceptera que toute entreprise a besoin de fonds préalables, sans bien saisir le contexte de ce fait et les enchaînements des choses.

Pour revenir à Adam Smith, une chose est de constater que l'entreprise a besoin de fonds préalable, c'en est une autre plus engageante que d'affirmer que cette nécessité vaut aussi pour la nation entière. C'est en réalité un abus, parce qu'il n'a pu porter son attention sur la différence qu'il y a entre la vie d'une entreprise et celle de la nation, c'est-à-dire entre la micro et la macroéconomie. Cet abus nous donne la définition la plus déterminante de la théorie classique (comprenant aussi bien les idées des néoclassiques et celles de la plupart des économistes), qui est le choix de désigner le capital pour le facteur dynamique marchand, aussi bien sur le plan micro que macroéconomique.

1.1.4. La dynamique marchande de base

En fait, le choix classique est faux : le capital - au sens initial précis de l'Economie Politique, au sens de passif comptable - est une nécessité et une réalité objective sur le plan microéconomique, mais il n'existe pas et ne peut exister au niveau macro. Au-delà des erreurs et oublis classiques, si nous prenons dans ce cadre global les relations marchandes à partir de celles de débouchés, nous obtenons une autre chaîne de nécessités, avancée depuis longtemps par les auteurs mercantilistes, dont John Law, et reprise à sa manière par Keynes. Nous avons proposé le schéma suivant pour traduire la dynamique marchande objective³ :

$$R \leftarrow T \leftarrow M, S, E$$

¹ DELEPLACE Ghislain, *Histoire de la Pensée Economique*, Dunod, Paris, 1999, p.330.

² Ibid. p.329.

³ Cf. MANDRARA Thosun Eric, *Economie et Développement. Sujets épistémologiques de John Kenneth Galbraith*, in *Revue Innovations (ICEI-EconLit)* N°23 (2006-1), *John Kenneth Galbraith, L'ère de l'opulence et le libéralisme*, éditions Innoval-L'Harmattan, Paris, Déc. 2005.

La richesse est produite par le travail, lequel est mobilisé par la monnaie, laquelle tire son existence d'un système, lequel est géré centralement par l'Etat. Nous entendons par système la totalité sociale, où toutes les composantes (sous-systèmes) sont interactives, se répercutent sur l'ensemble ; réciproquement l'ensemble détermine chaque élément. Ce que nous proposons ici revient à constater que le moteur central de la société (marchande) est le rapport de soutien réciproque entre la création monétaire et le développement du système ou de la totalité physico-socio-politique ; pour les classiques ce moteur est l'effort d'accumuler des capitaux. Que cette comparaison soit appréciée par rapport à la réalité objective !

Dans l'économie marchande, avec cette rupture fondamentale qui la caractérise, la monnaie forme l'élément spécial de liaison, comme le sang dans le corps vivant. D'une façon particulière, le système doit ainsi se comprendre dans son interaction avec la monnaie et les finances, en impliquant bien entendu tous les rapports sociaux et physico-humains. Le système est le cadre des conditions de succès ou d'échec des décisions monétaires et financières, et réciproquement les actions financières qui réussissent renforcent le système dans son ensemble. Mais le système, le tout, comprend des composantes innombrables. Il convient en particulier de retenir outre le sous-système financier, les sous-systèmes physiques variés - alimentaires, énergétiques, etc. -, les sous-systèmes de la vie politique. Cette évocation nous permet de comprendre que la vie économique complète, dans son cadre systémique, est commandée fondamentalement par trois grands ordres de nécessités : les nécessités marchandes (que spécifiquement la science économique doit élaborer), les nécessités physiques, les nécessités de l'esprit et de la raison.¹ Nous reviendrons sur ce sujet fondamental.

1.2. La création monétaire et le système qui l'accompagne

1.2.1. La création monétaire

Nous disons donc que la réalité déterminante de la société sous la division du travail, ou société marchande, est ce nécessaire soutien réciproque permanent entre la création monétaire et le développement d'un système (global). L'histoire est là pour ne jamais démentir ce fait, que ce soit en Grèce et à Rome antiques, dans les sociétés européennes après les Croisades, dans les pays modernes dits « capitalistes », dans les expériences socialistes. La création monétaire prend des formes et circonstances changeantes. Il y a eu deux grandes révolutions monétaires dans l'histoire, celle des pièces frappées et celle fiduciaire. Chacune d'elles connaît ses méthodes de multiplication du pouvoir financier. C'est un grand sujet que d'étudier les créations monétaires au temps des pièces frappées ; nous n'y touchons pas ici. Avec la monnaie fiduciaire, la création monétaire prend pour l'essentiel la forme de recyclage financier. Elle est d'une proportion que l'on ne pouvait imaginer dans les temps passés. Considérons les statistiques actuelles :

¹ Le développement sur ces trois ordres de nécessités a été proposé dans notre étude : Economie et Développement. Sujets épistémologiques de John Kenneth Galbraith, op. cit.

Evolution des crédits intérieurs et des Budgets en milliards de dollars US,
avec l'accroissement 2006 par rapport à 2003
Sources : Statistiques Financières Internationales (FMI)

Année (fin d')	Etats-Unis	Europe Z€	France	Japon	Chine	Madagascar
1985	4011,8		578,40	3572,00	185,29	1,27
	1003,8		280,94	279,00	57,20	0,51
2000		8038,71				
	15903,9	1194,00	1386,56	10732,72	1434,41	0,61
2003	1788,1		307,25	746,14	195,29	0,69
		11521,28				
2006	10243,3	1719,02	2113,00	10146,20	2492,25	0,98
	2191,9		427,08*	762,30	269,07	0,84
		16825,23 (46%)				
	13016,6 (27%)	2264,19 (31%)	2726,17 (29%)	9536,94	3697,64 (48%)	0,56
	2785,9 (27%)		1237,05(a2)	764,16	387,93 (44%)	0,51

*N.B. Dépenses Budgétaires de la France 2003 : 838,3661 Milliards € (ligne a2), 378,4 Mds € (ligne 91f.c). Les chiffres pris ici sont généralement ceux de la ligne 91f des SFI, c'est-à-dire minorés.

Notons que les crédits intérieurs figurant dans ce tableau sont des arrêts de comptes non remboursés à une date précise (en l'occurrence en fin d'année). Ils ne représentent pas les créations monétaires d'une période elles-mêmes, qui a priori doivent être plus fortes, mais ils servent d'indicateur. En fait, les dettes intérieures n'ont cessé de s'accumuler dans le temps, et il en a toujours été ainsi. Il est incorrect de penser, alors, que les dettes « saines » ne feraient que suivre un développement de nature physique d'abord, qui ne cesserait de s'étendre, de progresser ; la signification est plutôt qu'en s'étalant et en progressant, l'économie doit résorber des situations insolubles, faisant accumuler les crédits non remboursés. L'économie réelle est anarchique, et c'est un autre grand sujet. L'Etat et la banque centrale forment les principales sources des instruments qui gardent fluide l'ensemble, par dessus les obstacles qui obstrueraient autrement les circuits économiques. « La banque centrale, même si elle peut rationner temporairement le crédit, est toujours prêteuse en dernière instance. »¹

Jusqu'où va ce « prêt en dernière instance » du système bancaire ? - vers un amoncellement des crédits (intérieurs), dont penser au remboursement reviendrait au non-sens. Tous les pays avancés ont accumulé les dettes intérieures non remboursées au fil de leur histoire. Le Japon offre des chiffres frappants à ce propos, parce qu'apparemment il n'avait jamais procédé à une réévaluation comptable de sa monnaie. Dans la continuité, ses dettes nationales ont été en 1872 : 33 millions de yen, 1907 : 2,244 milliards, 1937: 10,576 milliards (trois chiffres tirés de George Allen²), 1975 : 229.788 milliards, 2000 : 1.233.190 milliards, 2003 : 1.176.250 milliards, 2006 : 1.134.420 milliards (crédits intérieurs dans la nomenclature des Statistiques Financières Internationales du FMI). La progression du Japon moderne a toujours été enveloppée en quelque sorte par ces chiffres allant de rien pour passer à des millions, à des milliards et à un million de milliards aujourd'hui. Toutes les questions de rentabilité

¹ GRELLET G., in BARRERE A., *Controverses sur le Système Keynésien*, Economica 1976, p.198

² ALLEN G. C., *A Short Economic History of Japan*, Unwin University Books, London, 1963, 6th edition.

financière des monopoles faiseurs de miracles, les « zaibatsu », on été enveloppées dans ces faits financiers. L'Empire du Levant n'a évidemment suivi sur ce plan financier que la trace des autres pays avancés. Il n'y a, encore une fois, pas à se poser la question du remboursement des dettes nationales mais plutôt à prendre acte que la réalité a toujours été ainsi.

D'où vient la puissance des pays avancés ? Elle vient, avec la révolution fiduciaire, d'une capacité de création monétaire sans pareil dans l'Histoire, s'appuyant sur la puissance de l'Etat et sur un système qui domine le monde. La puissance des Etats centraux se matérialise par leurs dépenses budgétaires qui, rapportées au PIB, ne souffrent d'aucune comparaison de la part des autres pays. Le discours orthodoxe aujourd'hui fonde la puissance de l'économie de référence sur la liberté du commerce ; à la fois parce que ce serait un régime de liberté avec effacement de l'intervention publique, et ce serait un régime de marché. Le discours classique fondamental fait reposer la vigueur des économies avancées principalement sur l'effort d'« accumulation ». Les régimes socialistes pensaient relever le défi sur la base de taux d'épargne, en exhortant souvent au sacrifice dans cet ordre. On s'imagine la richesse comme inexistante au départ et qui s'accroît peu à peu en faisant des petits qui s'accumulent. Une simple explication par l'accumulation ne permet de comprendre le budget inaccessible du gouvernement des Etats-Unis et sa capacité de mobilisation que l'on ne peut rivaliser. La réalité est plutôt que les peuples recèlent des potentialités insondables, mais qui d'ordinaire restent dormantes. On les active suivant la capacité de création monétaire, et les économies dominantes l'ont poussée toujours plus loin.

1.2.2. Le système qui accompagne

La création monétaire, dans le passé comme à l'époque moderne, repose sur un système ou plus exactement fait partie d'un système. Les financiers ont l'habitude de penser que la réussite de leurs décisions dépend du respect des règles prudentielles, de la confiance, etc. Objectivement, le garant de l'action financière est tout le système. L'Angleterre faisait progresser son système fiduciaire en même temps que son système impérialiste, la colonisation, la mainmise sur des territoires de plus en plus vastes, sur des matières premières, des variétés de produits. Le système a des composantes innombrables. C'est trompeur de les réduire à un seul ou quelques éléments. L'aspect dominant du système né avec la révolution fiduciaire est l'apparition d'une oligarchie financière (un mot très pertinent de Lénine) qui monopolise le système (global) et le système de création monétaire. Nous avons une monopolisation par voie de structure éco-financière où les barrières d'entrées sont compliquées, une monopolisation par voie politique, une monopolisation par voie idéologique, classique : justification technique de l'accumulation du capital en tant que « sage conduite des particuliers » économes, alors qu'il s'agit objectivement de monopolisation de la souveraineté et de la création monétaire. Au fond, c'est l'ignorance qui entretient le système. L'idéologie, l'obnubilation par la théorie classique, réduit la démocratie à la participation aux votes, alors que la puissance financière échappe au grand nombre, sans qu'on se rende compte que les finances sont politiques elles aussi, en elles-mêmes en tant qu'exercice concret de pouvoir, et dans le prolongement du système dont elles dépendent.

L'oligarchie monopolise, la population se plie à son joug, supportant toutes les incertitudes, servant de déversoir d'incohérences d'un système spontané, anarchique, se traduisant par exemple par les décalages répétés des salaires ouvriers et des hausses des prix suivant les

conséquences des créations monétaires hasardeuses et des évolutions d'un système spontané. De toutes les façons, les créations monétaires et leurs effets ne peuvent être calculés d'une manière précise. Il y aura toujours obligation à la création monétaire et il y aura toujours des hausses de prix. Le problème réside plutôt dans la capacité d'exercer sa volonté sur les choix financiers, sur leurs conséquences, sur l'évolution du système et ses composantes. L'oligarchie prend des décisions isolées concernant les finances, laissent ensuite les conséquences se répandre toutes seules.

Le système réel comprend le système ou sous-système colonial. La logique classique conçoit la colonisation par l'exploitation de capitaux ; mais alors, les « capitaux » des pays centraux, tout le monde les désire ! L'opinion regrette même que les investissements restent davantage au Nord. La réalité effective est loin des esprits. La colonisation est en fait le placement par le colonisateur des autres dans son système. Les pays ainsi placés sont devenus des espaces passifs absolument commandés par les monnaies des puissances, et donnant force à ces monnaies. Un héritage historique qui n'a jamais été remis en cause fait que tous les PED n'ont pas vraiment de monnaie autre que les grandes devises connues. Les colonies ont principalement le rôle de garantir la réussite des créations monétaires centrales, en étant déversoirs des incohérences, toujours à disposition, grands réservoirs de matières et services modérateurs de prix, peu demandeuses. En particulier, à côté de salaires ouvriers traditionnellement inégaux, les colonies jouent le principal rôle de modératrices de prix auprès d'un pôle qui n'a pas de réel critère de dosage de ses libéralités financières. Aujourd'hui encore, les fournisseurs de sources primaires de métaux demeurent les parents pauvres face aux effets financiers des envolées du pétrole.

Sur la base d'un système avec autant de déversoirs d'incohérence, les économies centrales peuvent fonctionner dans l'incontrôle apparent, la liberté de circulation financière, l'absence apparente de gestion physique des matériaux rares (voir toutefois la notion de réserves stratégiques). Les idéologies classiques renforcent l'apparence en forgeant des concepts qui présentent l'économie de référence uniquement dans certaine image : des économies standard, libérales, ouvertes, riches toutes seules. Les économies socialistes en transition se donneront l'illusion d'aller à leurs pas en affichant un choix suivant ces qualifications.

A l'heure où nous écrivons, le monde est en train de franchir un nouveau pallier de gonflement monétaire. L'origine est les besoins financiers exceptionnels des Etats-Unis, suite à la guerre en Irak. En quelques années leur budget passe des deux mille milliards de dollars aux quatre mille milliards (2008), financés à grands coups de déficits. Ceux-ci gonflent les circulations financières dans le monde, par lesquelles les pays dits émergents par exemples trouvent de nombreux marchés, répercutent des demandes sur tout. Les conséquences sont la hausse généralisée des prix. A-t-on une vérification des idées d'anticipations rationnelles ? Ce concept n'est pas faux pour désigner une tendance particulière ; mais en tant que théorie générale pour soutenir le quantitativisme, c'est encore de la tromperie doctrinale. Dans ce qui se passe, l'Amérique n'est pas perdante. Ces déficits lui permettent d'agir, de recevoir des richesses réelles, d'exercer davantage sa souveraineté sur les autres. Les pays producteurs de pétrole trouvent leur dû : dans la spirale des hausses, les deux pôles, financier et pétrolier, tiennent le beau rôle. Au milieu, les pays et les populations qui n'ont pas la décision continuent leur rôle de déversoirs d'incohérence. La population africaine passera par une longue période de pleurs, beaucoup de temps couleront avant que ce grand saut comptable mondial soit digéré...

La colonisation se perpétue par héritage structurel : la configuration des systèmes physiques de la plupart des pays est profondément ancrée sur des biens que le dollar ou autres devises fortes active. Exemple, un pays sous-développé moyen a des contraintes énergétiques réclamant du pétrole, les pétroliers n'acceptent encore comme monnaie de contrat que le dollar, parce que leur structure économique a besoin d'éléments physiques ou moraux qui s'activent par le dollar à titre principal. Le PED moyen se trouve dans la contrainte d'acquérir les devises fortes et cèdera en contrepartie ses éléments physiques de cette manière obligatoirement. C'est la structure physique de l'économie qui fonde d'abord le système en place. Ce système est ancré ensuite sur le fait social : les classes dominantes dans la plupart des pays sont conservatrices et ne veulent pas remettre en cause la structure établie. Le troisième ancrage important est l'emprise de la doctrine classique : les PED ne peuvent s'engager dans une politique économique moins dépendante des monnaies extérieures, parce qu'ils n'ont même pas l'idée de création monétaire à réussir, d'initiative financière à prendre, ni l'idée d'un système à gérer en correspondance. Les ancrages physiques et sociaux du système colonial n'ont rien d'absolu, ils peuvent être surmontés du jour au lendemain par un Pouvoir qui veut. C'est l'ignorance, l'emprise de la doctrine classique, qui garantit en premier la puissance des « pays capitalistes ».

2. LES NECESSITES QUI COMMANDENT LA DESTRUCTION DE LA PLANETE ET L'AUTODESTRUCTION REPETITIVE DES SOCIETES

C'est l'emprise de la théorie classique qui explique à titre principal la destruction de la planète. En allant en profondeur, il y a à comprendre qu'il s'agit fondamentalement de l'égarement de l'esprit ou du non-épanouissement de la raison. Nous allons d'abord examiner la logique de la destruction et de l'autodestruction, ensuite comment on est verrouillé dans cet égarement.

2.1. L'anarchie, la destruction physique, la dimension sociale d'une autodestruction permanente

De l'emprise classique à la destruction, il existe une logique à deux branches, celle qui mène à la destruction physique et celle qui mène à la destruction politico-sociale. Dans tous les cas, il faut considérer d'abord que l'emprise de la théorie classique a pour conséquence l'anarchie - terme pertinent de Karl Marx qualifiant l'économie marchande effective.

a) L'anarchie.¹ Notre monde vécu est formé de systèmes dynamisés par des créations monétaires sous l'égide des Etats ou de quelques Etats ; mais en même temps, sous la domination des idées classiques, nous nous le représentons habituellement dans le contraire de ce qu'il est. La conséquence est que les responsables ne gèrent pas la réalité et les pratiques d'après ce qu'elles sont mais selon l'imaginaire.

b) Le productivisme. Le monde, avec des productions qui mettent à mal les ressources naturelles, est condamné à produire toujours plus. Il ne peut se libérer d'une logique productiviste. Comment comprendre ? L'explication est le caractère intarissable des ressources financières sur la base de la monnaie fiduciaire moderne, puisqu'il s'agit d'une simple expression de la volonté humaine. Dans l'anarchie, dans l'irresponsabilité, dans la

¹ Les deux paragraphes qui suivent sont extraits de MANDRARA T. E., Economie et Développement. Sujets épistémologiques de John Kenneth Galbraith, op.cit.

corruption envers leurs propres émanations (l'argent fiduciaire), l'Etat et les centres financiers envoient en flots leurs créations monétaires. Les entreprises rivalisent d'efforts et d'ingéniosités pour les capter, la société entière est amenée à la fois dans le travail sans répit, le chômage et la précarité. En plus, l'ouvrier est maintenant soumis aux méthodes modernes de conditionnement de la demande. Il travaille désormais pour satisfaire ses besoins en expansion croissante. John Kenneth Galbraith parle d'assujettissement à l'objectif du système industriel. « L'homme dont la tâche est plus agréable et dont les besoins vont croissants préférera le travail accru aux loisirs accrus. »¹

c) La destruction dans les pays pauvres. Ce sont des pays qui n'ont pas l'initiative financière, et qui ne peuvent pas l'avoir objectivement. Ils ne se financent qu'avec l'argent des autres, pour l'essentiel, avec conversion en faciès national des devises en réserves ou accessibles par la dette. La contrainte monétaire étant, cet argent qui ne vient pas de soi apparaît plus qu'ailleurs comme une rareté divine, et la perversité monétaire prend les visages extrêmes. Cette réalité commande le pillage effréné de tout ce qui peut être vendu : richesses minières, espèces végétales et animales, patrimoines culturels et historiques. L'incapacité financière empêche l'organisation, et tout se fait sur les plus mauvaises solutions, les plus destructrices. L'agriculture sur brûlis détruit les forêts, les potentialités alimentaires incomparables des zones tropicales ne sont pas mises en valeur. C'est d'abord un problème d'organisation d'ensemble, passant par les théories et la politique.

d) Dimension sociale du développement durable, exigence de souveraineté de la raison. D'une façon ou d'une autre, dans ce monde inégal, exploité, il y aura des réactions. La réaction est destructrice nécessairement, parce que les dominés, les opprimés n'arrivent pas à poser clairement la logique de leurs conditions. Révolte au lieu de révolution. Réaction fidéiste au lieu de développement saine de l'humanité par la raison. Retenons cette phrase de U Thant, ancien secrétaire général de l'ONU : « La pauvreté, les épidémies, la famine et l'analphabétisme menacent la stabilité des gouvernements, exacerbent la tension et compromettent la paix internationale. »² A l'heure où nous écrivons ces lignes, éclatent ou s'annoncent un peu partout dans les « pays pauvres » des « émeutes de la faim » ou des manifestations « contre la vie chère », à la réunion du FMI et de la Banque Mondiale apparaissent des craintes des conséquences des ruptures de prix des denrées élémentaires sur la paix internationale.

2.2. L'impossible délivrance

De différentes manières, il est difficile de sortir de l'emprise classique. Sa profondeur exige d'avancer dans les considérations philosophiques, les considérations sur le progrès de l'esprit, ce qu'est son égarement et sa possibilité de progresser en tant qu'épanouissement de la raison.

2.2.1. De la difficulté à discerner les nécessités sortant de la division du travail, à les poser comme réalités déterminantes

Les motifs des actions des hommes sont variés : survie physique, besoins économiques, quête du pouvoir, mobiles freudiens, élans religieux, etc. Les spécialistes en sciences humaines et

¹ GALBRAITH John Kenneth, *Le Nouvel Etat Industriel, Essai sur le système économique américain*, Editions Gallimard, 1968, p.369

² DROGAT Noël (Révérend Père), *Les pays de la faim*, Flammarion 1960

sociales ont tendance à expliquer les mouvements humains, l'évolution des sociétés, l'histoire, en mettant l'accent sur ces motifs ou faits incitateurs. Une question ne vient pas à l'esprit : comment les hommes peuvent-ils s'activer ? D'abord cette question se pose-t-elle ? Ne bougent-ils pas dès qu'ils ont une vie et qu'ils ont un motif ? Les besoins économiques incitent à produire, n'est-ce pas qu'ils travaillent dès lors, à moins qu'ils n'aient des motifs contraires de ne pas le faire ? Quel problème voudrait-on encore poser sur le fait qu'ils bougent ou ne bougent pas ? Autour de cette béatitude innocente, il y a le fait qu'on n'arrive pas à mettre en avant cette caractéristique particulière de la société, la caractéristique qui impose le problème, cette division du travail d'Adam Smith. Avec la formule « la nature a horreur du vide », et l'autosatisfaction qui en ressort, on ne soupçonnait pas qu'il fallait intercaler un phénomène : la pression atmosphérique. De même entre les motivations et l'action, on n'arrive pas à poser clairement aujourd'hui encore qu'il faut intercaler les nécessités qu'impose la division du travail. Par ailleurs, s'évertuant à démontrer de l'originalité, les spécialistes trouvent toujours des motifs incitateurs d'activités encore inexplorés. Au lieu de se concentrer sur ce problème de mobilisation, ils s'éparpillent dans la diversité.

La comparaison est ici nécessaire avec la science physique, laquelle, même sous l'Antiquité, avait déjà accumulé des connaissances nombreuses ; pendant longtemps elle n'est pourtant pas allée saisir la chute des corps ; et quand elle y va, elle va enfin tenir la réalité, la gravitation, qui va lui révéler un fonctionnement jamais soupçonné jusque là de l'univers. Il n'est pas évident qu'il faille dans le domaine socio-économique aller vers une réalité unificatrice au même titre qu'en physique vers la chute des corps. Adam Smith y est allé. Il est arrivé à poser la problématique de la mobilisation, à saisir que ce problème se pose du fait de cette caractéristique particulière qu'est la division du travail. Le problème de mobilisation est déjà dans la pensée mercantiliste : l'activité productive est conditionnée, par la circulation. Adam Smith reprend le problème de conditionnalité, dans l'exemple du tisserand et des ouvriers ; il fait le choix de le fonder donc sur la division du travail. C'est là une découverte d'une importance inestimable.

Avant le choix de Galilée pour le phénomène de chute, les connaissances physiques étaient déjà garnies mais erratiques. Elles enseignaient déjà par exemple le principe d'Archimède, les principes du levier, etc., sans parler des savoir-faire variés. Que l'on mette en regard ces savoirs antérieurs autosatisfaits et cette grande lumière, qui viendra seulement après l'introduction de la gravitation, et qui donne un sens unifiée à la plupart des phénomènes physiques. Le principe que « la nature aime le bas » était aussi une explication unificatrice, mais l'on a mesuré son inanité après la naissance de la physique moderne. Nous avons dit que ce choix de la division du travail est l'équivalent pour les sciences sociales du choix de Galilée à prendre la chute des corps comme objet physique à étudier. Cette réalité de base, perdue parmi mille autres réalités, détient, avec les nécessités qu'elle impose, le secret, l'ordre unifié, des mouvements économiques et sociaux.

Jusqu'aujourd'hui, l'explication de l'histoire met en avant la révolution industrielle, la révolution scientifique, politique. On n'a pas mieux à dire et on est content. Partant des catégories d'Adam Smith cependant, oubliées entre temps, on peut découvrir qu'il y a un problème principal de mobilisation issu de la division du travail, qu'il y a un problème de facteur dynamique, on peut comprendre comme on n'a jamais compris que ce qui s'est passé depuis la fin du XVIIIème siècle c'était d'abord la Révolution fiduciaire, on peut tenir la lumière que ce qui avait commandé l'évolution historique étaient d'abord deux grandes

révolutions monétaires, celles des pièces frappées et de la monnaie fiduciaire. Si on saisit les choses de cette manière, on comprend que la désignation de la division du travail amène un saut dans la connaissance de la dynamique sociale, amène un principe unificateur, qui donne la plus vaste explication de la dynamique sociale. Encore une fois, elle équivaut à celle de la chute des corps et de la gravitation dans la science physique, pour faire naître la science économique.

En quoi la science économique n'a pas avancé depuis Adam Smith ? Les publications satiriques de Bernard Maris méritent toutes les attentions. Elles ont le courage de dire clairement que la science économique ne convainc pas quant à son développement réel. En plus, l'auteur ramène à Adam Smith sa ligne d'arrêt : « A la question « quoi de neuf ? » Milton Friedman, prix Nobel 1976, répond : « Rien. Adam Smith. » On n'a rien fait de mieux qu'Adam Smith. »¹ Bien entendu, l'accusation n'est pas absolue. Il y a toujours eu progrès de quelque chose : « Certes, les économistes contemporains jouent avec la théorie des jeux, tardivement inventée par von Neuman, Nash et d'autres. » Mais cette évolution ne serait qu'un nouvel habillage sur l'essentiel qui est bloqué : « Le bon vieil équilibre est toujours là, rebaptisé « équilibre de Nash », d'ailleurs. Comme le veut la main invisible du Père Adam Smith, il est le point fixe d'un système interdépendant, atemporel, éternel, conflit résolu d'antagonismes et d'égoïsme... » Pour l'auteur, l'équilibre du marché est l'essentiel, et on n'a jamais rien dit de plus que le fondateur. « Le problème est qu'ils [les économistes] n'en ont jamais fait [de découvertes]. Ils ont piraté le début de la physique, espérant traduire mathématiquement la « main invisible » de Smith, et puis rien. »²

La science économique est restée au stade de son fondateur, mais en quoi ? Bernard Maris a bien fait déjà d'accuser cette absence de progrès, mais il convient de préciser davantage. L'auteur a eu tendance à réduire l'héritage transmis (à la science économique dominée par les néoclassiques) à la seule « main invisible », soit le problème de l'équilibre du marché. D'autres littératures loueront l'économiste de Kircaldy pour autres choses, par exemple : un gestionnaire tayloriste ne manquerait pas de rappeler l'effet technique de la division du travail et le célèbre passage sur la manufacture d'épingles³. Il n'y a plus à mentionner le fait que toutes les disciplines sociales considèrent Adam Smith comme le premier chantre du libéralisme. On n'arrive pas au problème des nécessités issues de la division du travail.

Les critiques menées par Bernard Maris, dont nous empruntons les expressions, doivent être saluées au plus haut niveau. En plus elles doivent se poursuivre vers la refondation de la science économique. Nous regrettons que l'auteur ne se soit pas assez investi dans cette tâche. Il arrive même qu'il tombe dans le relativisme : « Mais il s'agit aussi plus de croyances que de vraies lois car il n'y a pas de lois économiques. »⁴ Il parle ici des « pulsations » qui expliqueraient les grandes phases d'expansion et de récession à la Kondratieff. Nous n'avons rien à dire tant qu'il reste sur cette question particulière, mais c'est un autre engagement que de dire qu'il n'existe pas de lois en économie. Il aurait pu s'orienter autrement, en posant l'exigence d'aller plus loin que le « Père » fondateur dans la connaissance des lois économiques déterminantes, connaissance qui avait guidé celui-ci. Son combat de renouveau -

¹ MARIS Bernard, *Antimanuel d'économie*, édit. Bréal 2003, p.35.

² Ibid. même page

³ cf. Jean-Louis PEAUCELLE, *Adam Smith et la division du travail, la naissance d'une idée fausse*, L'Harmattan 2007

⁴ MARIS Bernard, *Antimanuel*, *op. cit.* p.14

et nous en verrons encore d'autres expressions pertinentes -, s'enrichirait de sens, en visant davantage cette connaissance de lois déterminantes, qui ne veut pas venir.

2.2.2. De la difficulté à poser distinctement trois grands ordres de nécessités où les nécessités marchandes tiennent leur spécificité

Quelle est la nature des nécessités marchandes ? Elles sont spéciales. Elles ne sont pas de nature physique, sortant du monde physique, elles ne sont pas inscrites dans les caractères moraux des hommes pris individuellement. Elles sont certes liées aux hommes, à leur nature d'avoir des besoins, au monde physique, mais elles n'ont pas cette nature physique ni morale, elles sont de nature relationnelle : proprement issues des relations humaines, quand ces relations sont marquées par la division du travail ; elles sont proprement rattachées à la division du travail. Quand on arrive à les saisir ainsi et quand on fait le tour d'horizon, force est de reconnaître que la vie connue des hommes, la vie socio-éco-politique totale, est commandée par trois grands ordres de nécessités, ou par des nécessités se répartissant en trois grands domaines : physique, marchand, de l'esprit et de la raison.

Le premier grand ordre de nécessités des choses, le plus palpable, est celui des nécessités physiques, des lois du monde physique, celles de la biologie comprises. Le deuxième ordre, que l'on peut reconnaître moyennant plus d'attention comprend les nécessités de l'esprit et de la raison, incluant par exemple l'exigence de souveraineté, l'exigence d'universalité, ce sont des nécessités étudiées dans la philosophie. A côté de ces deux grands ordres, les spécialistes en sciences humaines mettent en avant toutes sortes de logiques et exigences dans nos comportements et relations ; dans ce contexte, on reconnaît généralement les exigences économiques (les besoins par exemple), qui mélangent en fait des nécessités de natures différentes.

Les nécessités économiques, dans ce mélange, on a l'habitude de les considérer d'une manière particulière ; mais celles liées spécifiquement à la division du travail, supposant une décantation, il est assez difficile pour les habitudes de connaissance existantes d'en parler. C'est là un effort qui manque : arriver à poser, bien à part, des « lois de choses » liées à la division du travail. Quand on arrive à cet exercice, il y a plus de chance ensuite à admettre que les nécessités qui dictent la vie des hommes tiennent à trois grandes sources, à trois grands ordres, et à placer les nécessités venant de la division du travail comme formant l'un des trois grands ordres, c'est dire en même temps son importance. Les lois économiques liées à la division du travail sont des lois spécifiques, étant entendu que les contraintes économiques totales comprennent aussi les nécessités physiques, et celles de la raison. Les lois marchandes les plus importantes ne sont pas celles les plus décriées habituellement, telle la loi de l'offre et de la demande ; il faut pour les saisir partir des exigences consécutives à la division du travail.

Des nécessités de l'esprit et de la raison. L'esprit est une faculté supérieure propre à l'homme, qui fait qu'il est intelligent. Cette faculté contient la raison, qui est d'une manière générale la faculté de sagesse au sein de l'esprit, et d'une manière particulière la faculté de connaissance ordonnée. L'esprit qui contient la raison a aussi bien la tendance à libérer la raison qu'à l'emprisonner, i.e. à l'empêcher de s'épanouir. Il l'emprisonne par l'égarement. L'égarement est une des réalités marquantes de l'esprit humain, de même la tendance à libérer la raison. On doit poser la libération de la raison et l'égarement de l'esprit tous les deux comme des

nécessités de l'esprit. Les exigences de la raison en font partie dans leur espace mieux défini. Sont proprement des exigences de la raison l'exigence du savoir ordonné, l'impératif de souveraineté, celui d'universalité.

Les esprits les plus évolués, les philosophes, ont prôné le progrès des hommes par l'épanouissement de la raison. Dans la raison épanouie, celle-ci poserait clairement les nécessités qui lui sont propres, la nécessité de progresser dans la connaissance ordonnée, l'exigence de souveraineté, celle d'universalité. Mais la raison n'arrive pas à s'épanouir facilement, l'esprit amène donc à l'égaré, cela fait partie des réalités contraignantes des hommes. L'égaré est la source du mal, des maux, de la pauvreté, de la destruction de la planète.

Le monde réel fonctionne d'après les trois ordres de nécessités, les contraintes physiques, les contraintes marchandes (monétaires et systémiques), les exigences de souveraineté. Mais interfèrent l'égaré de l'esprit, la non-connaissance, la non-connaissance du fonctionnement marchand réel. De là apparaît l'anarchie. La raison mal épanouie entraîne les créations monétaires hasardeuses, l'exercice hasardeux de la souveraineté, l'agression au monde physique, dans l'exploitation sociale. Les classes dominées se révolteront, d'une manière indéfinie.

2.2.3. Du blocage de la science économique faute de rappel philosophique suffisant

La philosophie héritée des socratiques, redécouverte par la renaissance, relayée par les philosophes des lumières, développée par les grands philosophes de la raison, dont Kant et Hegel, est un effort à connaître la raison et son épanouissement, partant de la compréhension que la liberté effective des hommes est une lutte de la raison. Nul n'est méchant volontairement. Kant a établi les canons de la raison, Hegel a effectué l'étude du cheminement concret de la raison vers son épanouissement. Il a aussi été enseigné que dans sa marche, l'esprit butte à la multiplicité. Le progrès de la raison comprend chez les socratiques, contrairement aux sophistes, la lutte pour surmonter la multiplicité : chercher le un, l'unité du tout. Cf Socrate, Platon, Descartes, Spinoza, Montesquieu, Hegel, Lénine, Mao Zedong, Galbraith, etc. L'épanouissement de la raison comprend l'épanouissement de la connaissance par la raison. La connaissance par la raison est une connaissance ordonnée. Face à la multiplicité où tout est brouillé, la raison veut une connaissance ordonnée.

Ce qui manque en premier à la science économique c'est le rappel du savoir ordonné, le rappel de l'obligation à aller vers l'unité du tout, à comprendre l'ordre des choses. En attendant, elle est dans l'égaré. Elle se veut précise, mais alors sur des sujets délimités, devenant au bout du compte éparpillée, n'arrivant pas à une connaissance correcte unifiée. « L'économie, comme toutes les disciplines, a ses normes de comportement. Elles exigent qu'on se spécialise étroitement dans un sujet, qu'un même auteur ne traite qu'un sujet à la fois, qu'on soit respectueux des jugements établis... »¹ Elle doit arriver à la compréhension qu'il s'agit de connaissance scientifique par la raison, qui doit trouver son unité. Elle doit voir l'ordre des choses, comprendre que tout est lié, qu'il y a une chaîne de valeur, qu'il faut poser les réalités suivant leur importance. C'est moyennant ce rappel philosophique seulement que la science économique a une chance de reconnaître l'importance du choix d'Adam Smith au départ,

¹ GALBRAITH John Kenneth, *Le Nouvel Etat Industriel, Essai sur le système économique américain*, Editions Gallimard, 1968. p.405

autant que celui de Galilée ailleurs : chercher les nécessités issues de la division du travail comme objet unificateur où engager d'abord le développement du savoir.

Quel paradoxe ! La science néoclassique, qui place au centre de son objet l'homo œconomicus rationnel, va à l'encontre de la démarche de la raison (voulant ordonnancer dans le tout) en promouvant une science économique segmentaire, parcellaire. La rationalité est ici réduite à la capacité de faire des calculs étroits, purement quantitatifs, isolés, à balancer gain et perte. Cette réduction lui permet de s'étendre en tant que discours mathématiques, et on est amené à poser que la science serait d'abord la capacité à formuler le savoir avec des mesures, dans les formes mathématiques. Pour l'instant, les formes mathématiques se sont développées d'abord sur les sujets parcellaires, sortant hors des contraintes monétaires. La reconnaissance de la raison est devenue ici un calcul de gain-perte, mécanique, a-monétaire, c'est-à-dire la perte dans un monde irréel.

2.2.4. Le verrouillage dans le choix classique

Cette science économique qui ne parvient pas à aller vers les nécessités déterminantes est verrouillée dans son état de non-connaissance.

a - D'abord, une sophistication trompeuse. « Depuis la révolution marginaliste du XIX^e siècle, écrit Eichner, la théorie économique s'est transformée en un ensemble, de plus en plus élégant, d'axiomes sur la répartition des ressources dans les conditions du marché concurrentiel. La précision des formulations stipulées, le raffinement des raisonnements logiques, la rigueur des arguments, tout semble confirmer que la théorie économique tend à être la géométrie euclidienne, si ce n'est pas la physique des sciences sociales. En même temps, la théorie économique est devenue de moins en moins utile pour ceux qui espéraient comprendre les phénomènes du monde réel tels que la croissance économique, les fluctuations cycliques, l'inflation, la misère, le chômage, le sous-développement, ou même les succès des entrepreneurs... C'est précisément ce contraire entre l'élégance de la théorie et son application pratique qui est à l'origine de la crise de la théorie économique qui menace la réputation de cette branche de la connaissance en tant que science. »¹

Faut-il répéter que cette élégance mathématique se déroule sur des segments ou parcelles de réalités. Cette science parcellaire se convainc d'avoir atteint le niveau de la science physique. Mais alors que celle-ci a vraiment compris le monde physique, dans ses parties comme dans son unité, la science économique tend à condamner les recherches à caractère unificateur. Elle a abandonné dans l'œuf l'analyse unificatrice qui devait faire ressortir les exigences sociales rattachées à la division du travail et, dans la suite, le problème du facteur dynamique. Elle confond le capital mobilisateur (passif comptable) et le capital-actif, réalise pour une grande part ses formalisations mathématiques en posant le principe de substituabilité, en occultant le problème d'un facteur mobilisateur, en occultant la non-continuité de la micro et de la macroéconomie, etc. C'est la science économique néoclassique, détachée de la réalité marchande à étudier.

b - L'hypnose par les mathématiques. La science économique qui n'arrive pas à se développer est plongé dans l'abus, la fascination, des disciplines sophistiquées. « La révérence pour la

¹ A. EICHNER, Post-Keynesian Theory : An Introduction, in *Challenge*, mai-juin 1978, p.4-5, cité in OSSADTCHAIÏA I., *Le Keynésianisme Aujourd'hui*, éd. Du Progrès, Moscou, 1982, p.288

physique n'existerait pas sans une fascination pour les machines », « ...l'ordinateur hypnotise l'économiste contemporain »¹, « abus des mathématiques »,² « l'hypnose exercée par les mathématiques sur les économistes »³.

Un des faits les plus amusants est le culte porté à un théorème..., comme si les économistes ne trouvent rien d'autre plus important. Voici comment Bernard Maris l'évoque : « Dans son panorama consacré au « théorème d'impossibilité d'Arrow » Amartya Sen, du Massachusetts Institute of Technology, Polytechnique américaine et temple de l'économie contemporaine, récence plus de mille ouvrages consacrés au dit théorème, ce qui laisse augurer du double de thèses, d'environ cinquante mille articles, *papers*, cours et autres études redondantes, redémontrant à l'infini le théorème, ergotant, glosant sur lui sans y ajouter une molécule de sens. Il est impossible de ne pas parler du théorème d'impossibilité d'Arrow. » « Ces variations, ce *boléro* joué à Arrow à propos d'une question purement mathématique, de sous-mathématique même, ce que les mathématiciens appellent une curiosité, *le fait, tout de même extraordinaire, que la question la plus traitée par les économistes soit extra-économique*, ramène encore au-delà de l'hypnose exercée par les mathématiques sur les économistes, aux jésuites [eux par la « casuistique »]. »⁴

c - Un système d'élimination, de monopolisation de l'autorité scientifique, le détournement de la science économique, la « mafia ». Nous nous fions encore à l'écriture de Bernard Maris⁵ pour constater ce fait : « Le recours à la technique, au jargon et aux mathématiques, a une autre raison, beaucoup plus pernicieuse. Le langage abscons permet de clôturer le champ de l'économie et d'éliminer « ceux qui n'y comprennent rien ». Circulez, y'a rien à voir ! Laissez-nous entre nous ! Ne vous occupez pas de ces histoires d'argent, c'est trop compliqué pour vous. Attitude bien commode, non ? Parmi les savants et les universitaires, les mathématiques ont un effet dévastateur. Elles éliminent les « littéraires », les sociologues, psychologues, les penseurs un peu sceptiques, les géographes, les doux, les philosophes... Elles créent une langue noble (formalisée), supérieure, dominante, et des patois que l'on laisse aux gens de la rue, aux incultes, aux paysans. En réaction les malheureux littéraires s'efforcent à ce que le linguiste Claude Hagège appelle « un purisme des moins compétents ». De même qu'à l'oral de l'ENA, il est délicat de trimballer un accent de province, en économie il est difficile de ne pas exhiber son jargon comme autant de preuves de sa supériorité sociale dans la société des économistes. Parler littéraire semble alors un peu plouc. Parler matheux, même si l'on accumule sous les kilos d'équations des tonnes d'âneries et le double de tautologies, fait d'emblée plus sérieux. Les transfuges littéraires dans la société des mathématiciens sont les pires. Les convertis sont toujours les plus vaches, car ils doutent au fond de leur compétence. Et si l'on venait à découvrir qu'ils sont nuls, ces laborieux de l'équation qui font illusion par quelques « toy-models », comme disent les Américains quelques robinsonnades améliorées à la sauce mathématique ? Et si les maths étaient un instrument de terreur, un procédé d'exclusion de la populace, de l'opinion que l'on prépare en douce au bonheur économique (flexibilité du travail, moins d'impôts pour les riches, privatisation des services publics, etc.) ?

¹ Bernard MARIS, *Antimanuel*, op.cit p.36 et p.37

² Ibid. p.40

³ MARIS Bernard, *Des économistes au-dessus de tout soupçon, ou la grande mascarade des prédictions*, édit. Albin Michel 1990, p.62

⁴ Ibid. p.62. « Elle [la grande science économique] explique n'importe quel problème économique par l'offre, la demande et l'optimum. Les jésuites, eux, expliquaient toute attitude humaine par la « grâce suffisante » ou le « pouvoir prochain » (casuistique).

⁵ Bernard MARIS, *Antimanuel*, op.cit p.38-39

« Que nul n'entre ici s'il n'est géomètre ! » fit inscrire Platon au fronton de son école de philosophie et des sciences. « Que nul ne s'occupe de la Cité s'il n'est économiste ! » crient les experts. » Ce que Bernard Maris dit clairement, en empruntant les mots à Maurice Allais, c'est que cette économie sophistiquée est monopolisée par « la mafia des économistes américains ». « Les Nobel d'économie sont anglo-saxons. »¹

La sophistication mathématique est une politique de détournement de la science, pour l'enlever aux autres, les autres que l'on veut condamner à l'ignorance économique. Cette sophistication est aussi une méthode pour ceux qui gardent ensuite le monopole de cacher leurs ignorance et platitude. Il n'y a aucune profondeur dans cette science économique néoclassique réservée, et nous reprenons l'une de nos constatations précédentes, en utilisant encore une fois les mots de Bernard Maris² : « De fait, on met en équations une idéologie assez banale, que l'on appellera le « darwinisme social », à laquelle Darwin ne croyait heureusement pas !

« Il y a, hélas, une sombre raison à la prégnance de l'économie mathématique et à son enseignement, outre la volonté d'occulter une idéologie simpliste (...) : l'enseignement. Faire avaler les salades techniques des modèles economico-mathématiques est facile, élémentaire même. Les étudiants courbent la tête sous le joug des équations. Ils subissent, assommés par la « rigueur » des démonstrations qui n'ont aucun contenu. Ils se taisent et ne contestent pas. Faire un cours littéraire est autrement plus délicat. On prend des risques, on baisse la garde. Lire Marx stimule, agace, révolte ; lire Friedman éteint, lire le Hicks de la première période asphyxie, le Hicks de Valeur et capital. Lire Hayek étonne et lire Keynes éblouit, il n'y a pas d'autre mot. Lire aujourd'hui les revues économiques donne l'impression de mastiquer de la sciure de bois. Richesse, inégalités, souffrances, malheur, révoltes ? Un schéma, une équation, et circulez, on n'en parle plus. Le silence des élèves est l'une des raisons de l'abus des maths. »

CONCLUSION

Ce qui est soutenu par cette étude n'est plus à redire. Nous voudrions plutôt terminer par d'autres rappels de sagesse, en citant comme au début Baruch de Spinoza, non sans souligner qu'il est déjà une grande chance pour nous d'avoir pu atteindre une lecture simplement abécédaire de ce grand penseur, sans aucune prétention d'avoir pénétré suffisamment dans les sujets auxquels il s'était consacré. Rejoignons le d'abord pour certaines précisions quant au sens exact à donner aux nécessités, à la recherche desquelles nos connaissances devraient tendre. Spinoza critique le finalisme : « Pour montrer maintenant que la Nature n'a aucune fin qui lui soit d'avance fixée, et que toutes les causes finales ne sont que des fictions humaines, je n'aurai pas besoin de longs discours... J'ajouterai cependant encore ceci : cette doctrine finaliste met la Nature à l'envers. Car ce qui, en réalité, est cause, elle le considère comme effet, et inversement. Ce qui par nature est antérieur, elle le rend postérieur. Enfin, ce qui est le plus élevé et le plus parfait, elle le rend le plus imparfait... Ensuite, cette doctrine détruit la perfection de Dieu : car, si Dieu agit en vue d'une fin, il désire (*appétit*) nécessairement quelque chose dont il est privé... Ils ne cesseront ainsi de vous interroger sur les causes des

¹ MARIS B. *Des économistes au-dessus de tout soupçon, ou la grande mascarade des prédictions*, édit. Albin Michel, 1990, p.82

² Bernard MARIS, *Antimanuel*, op.cit p.39-40

causes, jusqu'à ce que vous vous soyez réfugié dans la volonté de Dieu, cet asile de l'ignorance. »¹

En somme, la disposition à chercher les nécessités ou la logique des choses ne se confond pas avec le finalisme, le déterminisme (sous-entendant une prédestination humaine incorrigible), le fatalisme, l'idéalisme (au sens de quête d'un idéal, d'un « devoir être »). « Tels sont les préjugés que je me suis proposé de signaler ici. S'il en reste encore de même farine, chacun pourra s'en guérir avec un peu de réflexion. »² Vu le grand mal, de dissipation, qui ronge, du philosophe le mot de la fin serait plutôt ce regret : « Autant de têtes, autant d'avis ; chacun va dans son sens ; il n'y a pas moins de différences entre les cerveaux qu'entre les palais. »

BIBLIOGRAPHIE

- ALBAGLI Claude, *Economie du Développement – Typologie des Enjeux*, édit. Litec, Paris, 1991.
- ALLEN G. C., *A Short Economic History of Japan*, Unwin University Books, Londres, 1963, 6è édition.
- AUSTRUY Jacques, *Le Scandale du Développement*, Edit. Marcel Rivière et Cie, Paris, 1972.
- BARRERE Alain, *Controverses sur le Système Keynésien*, Economica, Paris, 1976.
- DELEPLACE Ghislain, *Histoire de la Pensée Economique*, Dunod, Paris, 1999.
- DROGAT Noël (Révérend Père), *Les pays de la faim*, Flammarion 1960
- A. EICHNER, Post-Keynesian Theory : An Introduction, in *Challenge*, mai-juin 1978, p.4-5, cité in OSSADTCHAIÏA I., *Le Keynésianisme Aujourd'hui*, éd. Du Progrès, Moscou, 1982
- FMI, *Statistiques Financières Internationales*.
- GALBRAITH John Kenneth, *Le Nouvel Etat Industriel, Essai sur le système économique américain*, Editions Gallimard, 1968
- GRELLET Gérard, Le Principe des Avances et la Théorie Keynésienne de l'Emploi, in BARRERE Alain (sous la direction de), *Controverses sur le Système Keynésien*, Economica, Paris, 1976.
- HEGEL GeorgWilhem Friedrich Hegel, *Principes de la philosophie du droit* (1821), Editions Gallimard 1966.
- KEYNES John Maynard, *Théorie Générale de l'Emploi, de l'Intérêt et de la Monnaie*, Payot, Paris, 1977.
- LAW John, *Considérations sur le Commerce et sur l'Argent*, cité in Rist infra.
- LENINE V., *L'Impérialisme Stade Suprême du Capitalisme*, Editions en Langues Etrangères, Beijing, 1977.
- MANDRARA T. E., *Court Traité du Développement – Plein Sud*, col. Economie et Innovation, L'Harmattan 2003.
- MANDRARA T. E., Economie et Développement. Sujets épistémologiques de John Kenneth Galbraith, in *Revue Innovations* (ICEI-EconLit) N°23 (2006-1), *John Kenneth Galbraith, L'ère de l'opulence et le libéralisme*, éditions Innoval-L'Harmattan, Paris, Déc. 2005.
- MANDRARA Thosun Eric, Les expériences économiques socialistes et de la transition, des analyses inachevées, in *Cahiers du LABRII* N°168, novembre 2007, disponible au site : <http://riifr.univ-littoral.fr/wp-content/uploads/2007/11/doc%20168.pdf>

¹ Ibid. pp.65-67

² Ibid. p.70

- MARIS Bernard, *Des économistes au-dessus de tout soupçon, ou la grande mascarade des prédictions*, édit. Albin Michel, 1990
- MARIS Bernard, *Antimanuel d'économie*, édit. Bréal 2003
- OSSADTCHAIÏA I., *Le Keynésianisme Aujourd'hui*, éd. Du Progrès, Moscou, 1982.
- PEAUCELLE Jean-Louis, *Adam Smith et la division du travail, la naissance d'une idée fausse*, L'Harmattan 2007
- RAJEMISON S. et ALBAGLI C., *Mutations Contemporaines et Développement*, Col. Mouvements Economiques et Sociaux, Ed. L'Harmattan, Avril 2003
- RIST Charles, *Histoire des Doctrines relatives au Crédit et à la Monnaie*, Sirey, Paris, 1951.
- SMITH Adam, *Recherches sur la Nature et les Causes de la Richesse des Nations*, Gallimard, Paris, 1983.